

Saint-Fons

Explosion chez Elkem : « On sait que ça va recommencer », alerte la Fédération Fracture



Le bilan de l'explosion sur le site chimique d'Elkem s'est alourdi ce vendredi 26 décembre avec l'annonce d'un 2^e décès. Photo Richard Mouillaud

En réaction à l'explosion dans l'usine Elkem Silicocones de Saint-Fons, la Fédération Fracture accuse l'État de « jouer avec la sécurité des populations dans la vallée de la chimie ».

Dans un communiqué, Fracture, l'association de défense des intérêts de la population de l'Est lyonnais contre les dangers des infrastructures routières et ferroviaires, déplore que l'explosion survenue le 22 décembre sur le site de la société Elkem à Saint-Fons au sud de Lyon ne soit pas un « incident isolé ».

Elle présente l'événement comme un « symptôme » d'une concentration de risques industriels, ferroviaires et routiers dans la vallée de la chimie, soulignant la proximité d'infrastructures sensibles comme la gare de triage de Sibelin et l'A7.

Interrogé sur le sujet, Gilles Renevier, président de la Fédération Fracture, s'inquiète des alertes répétées dans le secteur : « On sait que cela va recommencer de toute façon, là on a eu de la chance. Mais combien de fois on va devoir jouer sur la chance, au détriment des vies humaines, pour prendre les choses au sérieux ? »

La fédération souligne également « l'augmentation considérable à venir du trafic de

matières dangereuses », via le projet de ligne de fret Lyon - Turin. Fracture appelle l'État à un moratoire immédiat sur l'augmentation du trafic de matières dangereuses dans la zone et demande la publication d'un retour d'expérience public sur les causes de l'explosion et les dysfonctionnements constatés. L'association juge que les marges de sécurité ont été « sacrifiées au profit de la rentabilité industrielle ».

FR-Alert : « un dispositif pas à la hauteur d'un accident majeur »

Autre point de tension : le dispositif FR-Alert, déclenché pour la première fois en situation réelle dans le Rhône ce 22 décembre, est la cible de vives critiques. La fédération dénonce un « dispositif qui n'est pas à la hauteur d'un

accident majeur », épinglant « un système d'alerte qui fonctionne mal le jour où il est nécessaire, mettant directement des vies en danger ». L'association estime également que la préfecture n'est aujourd'hui pas en capacité de fermer rapidement l'autoroute A7, rendant « toute évacuation massive illusoire » et demande « un audit indépendant et public sur les dispositifs d'alerte » et « la capacité réelle à gérer un accident majeur ».

Le parquet et les syndicats sur le qui-vive

Sur le plan judiciaire, le parquet de Lyon a ouvert une information judiciaire pour « blessures involontaires par personne morale » et « homicide involontaire par personne morale dans le cadre du travail », confiée à la DCOS et à la DDETS. En parallèle, les syndicats CGT Elkem Silicocones et la FNIC-CGT Aura (Fédération nationale des industries chimiques), auxquels devrait se joindre la CFDT, ont annoncé leur intention de se constituer partie civile, désireux « faire entendre leur rage » et s'interrogeant sur l'organisation du travail et l'évaluation des risques sur le site. Deux employés sont morts des suites de leurs blessures causées par l'explosion. Deux autres ont été blessés.

● Maxence Depienne

« Combien de fois on va devoir jouer sur la chance, au détriment des vies humaines, pour prendre les choses au sérieux ? »

Gilles Renevier, président de la Fédération Fracture

Lyon

Plan « grand froid » : un deuxième gymnase ouvre pour doubler les capacités d'accueil d'urgence

Déclenché ce lundi 29 décembre, le plan « grand froid » du Rhône a permis d'ouvrir le gymnase Rosset et d'accueillir 110 sans abris. Avec des températures annoncées pouvant atteindre jusqu'à -5 °C dans la nuit du Nouvel An, la préfecture et la Métropole s'accordent sur l'ouverture dans un second centre dans le gymnase Louis Chanfray, permettant de doubler la capacité d'accueil.

La préfecture du Rhône déclenchait le plan grand froid ce lundi 29 décembre à minuit. Dès le lendemain, 110 personnes vivant à la rue pouvaient être hébergées pour la nuit dans le gymnase Rosset (Lyon 7^e). Pour augmenter les capacités d'accueil, la préfecture et la Métropole de Lyon s'accor-

dent sur l'ouverture d'un second gymnase - Louis-Chanfray (Lyon 2^e) - ouvert depuis ce mercredi 31 décembre à 17 h 30.

Appeler le 115

Géré par la Croix-Rouge - puis à partir du 1^{er} janvier par l'Armée du salut -, cet équipement public situé à Perrache permet ainsi de doubler le nombre de places : en tout 220 personnes pourront bénéficier d'un abri. Pour rappel, dans la nuit du Nouvel An, les températures devaient descendre jusqu'à -5 °C degrés selon Météo France.

L'accueil de ces structures passe par un appel au 115, de 16 à 18 heures et permet également de prendre en charge les personnes du campement au jardin des Chartreux.



Ici, mardi soir, au gymnase Rosset à Lyon 7^e. Photo Joël Philippot

Rhône

Ligne Lyon-Poitiers : un airbus Volotea dérouté vers Bordeaux à cause du brouillard

Ce lundi 29 décembre, un vol opéré par la compagnie low-cost Volotea a été dérouté vers l'aéroport de Bordeaux en raison d'un important brouillard sur la piste d'atterrissage de Poitiers.

Ce lundi 29 décembre, l'Airbus A320 - qui avait décollé vers 7 heures de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry - a attendu dans les airs pendant près d'une demi-heure avant de tenter un atterrissage à l'aéroport de Poitiers. Selon les don-

nées du site Flightradar, l'avion serait descendu jusqu'à 90 m du sol, avant de reprendre de la vitesse et de l'altitude.

En cause ? Un brouillard trop important au sol selon les informations de *La Nouvelle République*. Le vol a donc été dérouté vers Bordeaux à 9 heures - soit une heure après son arrivée prévue à Poitiers. Ce n'est qu'à 11 h 45 que les passagers ont enfin pu atterrir à Poitiers.

« On nous a tenus informés tout le long et le vol s'est bien passé, sans turbulences », témoigne Clara, auprès de nos confrères.